



LE DÉPARTEMENT

D É L É G A T I O N G É N É R A L E A U X S O L I D A R I T É S

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

La demande est sollicitée pour :

Monsieur

Madame

Le Couple

(Veuillez cocher la case correspondante)

NOM : _____

PRÉNOM : _____

COMMUNE : _____

DEMANDE D'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE À DOMICILE OU EN ÉTABLISSEMENT

*Ce dossier est à déposer impérativement
au CCAS du lieu de domicile du demandeur*

N° dossier _____

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FOYER DU DEMANDEUR

	LE DEMANDEUR	LE CONJOINT, CONCUBIN, PACS
NOM DE NAISSANCE		
NOM MARITAL (pour les femmes)		
PRÉNOMS		
DATE ET LIEU DE NAISSANCE		
N° DE SÉCURITÉ SOCIALE		
NATIONALITÉ		
SITUATION DE FAMILLE (célibataire, marié, divorcé, veuf, concubin, pacs)		
RÉGIME DE RETRAITE PRINCIPAL		

LIEU DE RÉSIDENCE ACTUELLE DU DEMANDEUR :

Préciser s'il s'agit :

- du domicile
- de l'accueil par un particulier à domicile et à titre onéreux dans le cadre de la loi du 10 juillet 1989 (préciser la date de début de l'accueil)
- de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées (préciser la date d'entrée)

Adresse

☎

📍 Préciser le lieu de résidence actuel du conjoint s'il est différent de celui du demandeur :

.....

Adresse précédente (avec date d'arrivée et date de départ) :

Du au

HABITATION :
 Locataire
 Propriétaire
 Usufruitier
 Hébergé par

AIDES DONT VOUS BÉNÉFICIEZ ACTUELLEMENT (OU VOTRE CONJOINT, CONCUBIN, PACS)

- Aide ménagère servie par :
 - aide sociale
 - caisse de retraite
- Allocation compensatrice tierce personne
- Prestation spécifique dépendance
- Prestation expérimentale dépendance
- Prestation de compensation du handicap
- Majoration tierce personne

FAITES-VOUS L'OBJET D'UNE MESURE DE :

- Tutelle
- Curatelle
- Mandataire spécial

Nom et adresse du tuteur ou de l'association chargée de la gestion des biens :

B - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES REVENUS ET LE PATRIMOINE DU DEMANDEUR ET DE SON CONJOINT

DÉCLARATION DES RESSOURCES NE FIGURANT PAS SUR L'AVIS D'IMPOSITION OU DE NON IMPOSITION SUR LE REVENU :

Revenus soumis au prélèvement libératoire en application de l'article 125 A du code général des impôts

- Préciser le nom de l'organisme payeur et le montant perçu
- Si néant le préciser

.....

.....

.....

BIENS IMMOBILIERS :

Nature, adresse, et valeur locative apparaissant dans le dernier relevé de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties.

- Si néant le préciser

.....

.....

.....

BIENS IMMOBILIERS ET ÉPARGNE :

- LIVRETS ET COMPTES : nom de la banque où est domicilié le(s) compte(s) et livrets(s), numéro et montant (à la date de constitution du dossier y compris compte bancaire courant)
- CAPITAL PLACÉ : préciser s'il s'agit d'actions ou d'obligations ainsi que le montant placé
- Si néant le préciser

.....

.....

.....

Je soussigné(e) agissant en mon nom propre - en ma qualité de
représentant de(1)

- Déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus.
- atteste avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 22 de la loi n° 68690 du 31 juillet 1968 en cas de fausses déclarations incomplètes. Toute fraude ou fausses déclaration entraine des poursuites judiciaires, l'application des peines prévues par l'article 405 du code pénal et le recouvrement des prestations indûment perçues.
- **m'engage à fournir toutes les pièces justificatives qui me sont demandées au verso de ce document**
- **autorise le Président du Conseil départementale du Var à transmettre mon dossier à ma caisse de retraite (en cas de rejet de l'APA)**

fait à le

Signature :

(1) Rayer la mention inutile

PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE IMPÉRATIVEMENT AU DOSSIER

- **Un justificatif de votre identité :**
 - soit la photocopie de votre livret de famille
 - soit la photocopie de votre carte nationale d'identité ou d'un passeport de la communauté européenne
 - soit d'un extrait de naissance
 - la photocopie de la carte de résidence ou d'un titre de séjour en cours de validité pour les demandeurs de nationalité étrangère
- la photocopie de votre dernier avis d'imposition ou de non imposition à l'impôt sur le revenu
- la photocopie de votre dernier relevé de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties
- un relevé d'identité bancaire ou postal
- la fiche technique devant être complétée par le directeur d'établissement lorsque le demandeur est en structure d'accueil

DISPOSITIONS RELATIVES À LA LOI DU 6 JANVIER 1978

Les traitements relatifs à cette demande sont informatisés. Ils sont donc soumis aux dispositions de la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 du code pénal de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives sont informées que :

- 1 - Toutes les réponses aux différents questionnaires sont obligatoires. Un défaut de réponse entraînera des retards ou une impossibilité dans l'instruction de dossier.
- 2 - Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à connaître des dossiers d'aide à domicile ou en établissement
- 3- En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement.

Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser selon la prestation dont vous bénéficiez, en justifiant de votre identité, à :

Monsieur le Président du Conseil départemental du Var ou Monsieur le Président de l'organisme (celui qui vous sert l'avantage de retraite principal ou la pension si vous êtes titulaire) à l'adresse ci-dessous :

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
Service Évaluations et Prestations d'Autonomie
412, rue Jean Alcard
83015 Draguignan cedex • Tél. 04 83 95 30 00